

Conseil d'administration de l'institut national de la consommation.

Par arrêté du 1^{er} février 1968, sont nommés en qualité de représentants du ministre des affaires sociales au conseil d'administration de l'institut national de la consommation :

A titre de membre titulaire : le directeur général de la santé publique ou son représentant.

A titre de membre suppléant : le sous-directeur de la famille et de l'enfance ou son représentant.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat ;

Vu le décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 1959 fixant les conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1967 portant création de la section de judo et des disciplines associées de l'institut national des sports ;

Vu l'arrêté du 6 mars 1959 modifié relatif aux attributions et à la composition du comité consultatif national de l'enseignement du judo, jiu-jitsu et des méthodes de combat assimilées ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1967 portant délégation de signature ;

Après avis du comité consultatif national de l'enseignement du judo, jiu-jitsu et des méthodes de combat assimilées,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 25 mars 1959, les élèves de la section de judo et des disciplines associées de l'institut national des sports pourront bénéficier d'une dispense d'âge pour faire acte de candidature à l'examen prévu audit article.

Art. 2. — Le dossier prévu à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 25 mars 1959 sera adressé par les candidats directement au chef du service académique de la jeunesse et des sports dans la circonscription duquel le candidat est domicilié.

Toutefois les élèves de la section de judo et des disciplines associées de l'institut national des sports sont dispensés du dépôt de ce dossier.

Art. 3. — Les candidats à l'examen prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 25 mars 1959 auront, pendant une période de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté, le choix entre la méthode dite « Kawaishi » et la méthode dite « Kodokan » pour les épreuves de l'examen précité.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions du premier alinéa de l'article 4 de l'arrêté susvisé du 25 mars 1959.

Art. 5. — L'article 6 de l'arrêté susvisé du 25 mars 1959 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 6.

Le jury chargé d'examiner les candidats est désigné par le ministre de la jeunesse et des sports. Il comprend :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

Deux représentants de la fédération française de judo et disciplines associées.

Deux membres des organisations professionnelles de judo les plus représentatives, titulaires du diplôme prévu à l'article 1^{er} de la loi susvisée du 28 novembre 1955.

Trois membres titulaires du personnel enseignant de l'éducation physique et sportive, titulaires du diplôme prévu à l'article 1^{er} de la loi susvisée du 28 novembre 1955.

Un membre choisi parmi le personnel d'encadrement de la section de judo et des disciplines associées de l'institut national des sports, parmi les entraîneurs nationaux et les entraîneurs nationaux adjoints de judo ou parmi les conseillers techniques régionaux de judo.

Un médecin.

Art. 6. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 1968.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

MINISTRE DES TRANSPORTS

Décret n° 68-122 du 7 février 1968 portant modification des droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des transports,

Vu la loi du 28 ventôse an IX ;

Vu les articles 78 et 90 du code de commerce ;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ;

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1835 ;

Vu la loi du 9 avril 1898 ;

Vu la loi n° 65-491 du 29 juin 1965 sur les ports maritimes autonomes ;

Vu le décret du 8 septembre 1926 et les textes subséquents portant modifications des droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires, modifiés en dernier lieu par décret des 7 juillet 1958, 18 juillet 1959 et 7 février 1962 ;

Vu l'avis des tribunaux de commerce intéressés et des chambres de commerce intéressées ;

Vu l'avis des préfets des départements intéressés ;

Vu l'avis des conseils d'administration des ports autonomes,

Décète :

Art. 1^{er}. — A dater de la publication du présent décret, les droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires, tels qu'ils résultent du décret susvisé du 7 février 1962, seront majorés de 16 p. 100 pour la conduite des navires et la traduction des pièces.

Art. 2. — Le ministre des transports est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 février 1968.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des transports,

JEAN CHAMANT.

Décret n° 68-123 du 7 février 1968 fixant le nombre et les lieux d'établissement des offices destinés aux courtiers interprètes et conducteurs de navires rapatriés d'Algérie.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre des transports,

Vu le décret n° 65-1183 du 31 décembre 1965 relatif au reclassement en France des courtiers interprètes et conducteurs de navires rapatriés d'Algérie, ensemble le décret n° 66-932 du 9 décembre 1966 pris pour son application ;

Vu la loi du 9 avril 1898 en son article 12 ;

Vu l'avis des chambres de commerce intéressées,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les offices de courtiers interprètes et conducteurs de navires créés par le décret n° 65-1183 susvisé sont au nombre de neuf et répartis comme suit entre les ports désignés ci-après :

Nombre.

Port-Saint-Louis-du-Rhône	3
Fos	2
Cannes	2
Bastia	1
Gonfreville	1

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 février 1968.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des transports,

JEAN CHAMANT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LOUIS JOXE.

Le ministre de l'intérieur,

CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre de l'économie et des finances,
MICHEL DEBRÉ.